

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 04/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RE/FERT Avignon

4000 Route de Valréas Bâtiment 1
84820 Visan

Références : D-0715-2025
Code AIOT : 0006400422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement RE/FERT Avignon implanté 2872 route d'Orange - R.N. 7, 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RE/FERT Avignon
- 2872 route d'Orange - R.N. 7 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site actuellement exploité par la société FERT est autorisé par l'arrêté préfectoral n°440 du 14 mars 1997 modifié, délivré à la société ETS RACCHINI, puis à la société SAS CRA automobile à partir du 11 juin 2001, pour l'exploitation des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, soumises à la rubrique 2712 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). La société CRA automobile a ensuite été rachetée par la société FERT en 2013.

Suite à la visite d'inspection du 15 mars 2017, la société FERT a été mise en demeure d'imperméabiliser les surfaces destinées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs et des véhicules hors d'usage (VHU), de mettre en place le bassin de rétention de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées et de faire une demande de bénéfice des droits acquis au préfet de Vaucluse pour une installation de stockage de batteries usagées soumise à la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE.

La société FERT a effectué sa demande de bénéfice des droits acquis par un courrier en date du 29 mai 2017. Celle-ci fut actée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du site, daté du 15 mars 2018. Ce point de la mise en demeure a donc été levé.

Lors de la visite d'inspection du 22 juillet 2022, il a été constaté que les surfaces d'entreposage des VHU non dépollués ont été imperméabilisés. Ce point de la mise en demeure a également été levé en conséquence. En revanche, une surface de 14 000 m² où étaient entreposés les véhicules en attente d'expertise par les assureurs n'avait pas été étanchéifiée. Deux bassins de rétention ont été mis en place. Il avait été demandé à l'exploitant de justifier le dimensionnement de ces bassins au regard des surfaces étanches et à étanchéifier.

Par courrier en date du 29 septembre 2022, la société FERT exprime son souhait de réduire la capacité maximale de stockage à 600 véhicules, soit une surface de 9 600 m² (et non plus 14 000 m²), soit 3650 m² à étanchéifier.

Une consignation de somme a été prise à l'encontre du site par arrêté préfectoral du 23 mai 2023 suite à la visite d'inspection du 22 juillet 2022 puis la déconsignation de la somme a été prononcée par arrêté préfectoral du 8 octobre 2024 suite à l'engagement pris par courrier de la société FERT daté du 29 janvier 2024, concernant la mise en conformité de l'ensemble de ses installations dans le département du Vaucluse. En effet, l'Inspection des Installations Classées et le Préfet de Vaucluse ont validé l'échéancier proposé par la société FERT par un rapport daté du 22 juillet 2024.

La visite d'inspection du 18 septembre 2025 a pour objet le recollement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre du site, en date du 3 mai 2017.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bassin de rétention	AP de Mise en Demeure du 03/05/2017, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Imperméabilisation du sol	AP de Mise en Demeure du 03/05/2017, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la prescription du deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 mai 2017, en imperméabilisant la totalité des surfaces accueillant des véhicules non dépollués.

Deux bassins de rétention étanches ont été construits, dont l'un a été conçu de sorte à permettre le confinement des eaux susceptibles d'être polluées dans le cas d'une pluie décennale. L'exploitant répond donc aux obligations fixées par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 août 2012, objet de l'arrêté de mise en demeure du 3 mai 2017.

Toutefois, des justifications complémentaires sont attendues concernant le dimensionnement du bassin de rétention au regard des dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des ICPE. Dans le cas où ces eaux ne pourraient pas être entièrement confinées, elles seraient susceptibles de générer une pollution de l'eau et des sols suite à leur déversement dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Imperméabilisation du sol

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SAS CRA AUTOMOBILE, ci-après nommée, exploitant, sise 2872 Route d'Orange RN7 - 84700 - SORGUES est mise en demeure pour ses installations situées à la même adresse :</p> <p>[...]</p> <p>- d'imperméabiliser avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs, les surfaces affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, prescrit à l'article 10° de Annexe II de l'arrêté 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la précédente inspection le 22 juillet 2022, il avait été constaté que deux surfaces du site étaient étanches, dédiées à l'entreposage des VHU non dépollués.</p> <p>En revanche, trois surfaces n'avaient pas fait l'objet de travaux d'imperméabilisation, dédiées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise des assureurs. Ainsi, 14 000 m² de terrain devaient être imperméabilisés.</p>

Toutefois, comme indiqué en introduction du présent rapport, l'exploitant a souhaité réduire la capacité maximale de stockage à 600 véhicules, soit une surface d'entreposage de 9600 m².

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que l'entièreté du site a été imperméabilisée, ce qui a été constaté par l'Inspection. La présence du débourbeur-déshuileur a également été constatée, ainsi que les caniveaux permettant d'acheminer les eaux susceptibles d'être polluées. Ces caniveaux étaient dans un état confirmant leur bon entretien (Annexe).

Par conséquent, la prescription du deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 mai 2017 est satisfaite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2017, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

La SAS CRA AUTOMOBILE, ci-après nommée, exploitant, sise 2872 Route d'Orange RN7 - 84700 - SORGUES est mise en demeure pour ses installations situées à la même adresse :

[...]

- de mettre en place le bassin de rétention de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, prescrit à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément n°2012215-0005 du 2 août 2012, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

[...]

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente inspection le 22 juillet 2022, il avait été constaté la présence et la fonctionnalité d'un bassin de rétention étanche, relié à un débourbeur-déshuileur et d'un deuxième bassin de rétention enterré. Il avait été demandé à l'exploitant de justifier le dimensionnement des bassins au regard des surfaces étanchéifiées et des surfaces restant à imperméabiliser.

L'exploitant a réalisé un dossier de déclaration loi sur l'eau, daté de septembre 2023 et transmis à l'Inspection des Installations Classées. Ce dossier explicite le dimensionnement des deux bassins de rétention.

Il y est expliqué que les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées et acheminées par des caniveaux vers le débourbeur-déshuileur afin d'être traitées. Ensuite, elles sont acheminées au bassin de rétention étanche, puis au bassin de rétention étanche et enterré de type SAUL, pour être enfin évacuées vers le fossé existant en aval avec un débit de 46 l/s pour une surface de 3,54 ha imperméabilisés, respectant donc le débit de 13l/s/ha imperméabilisé prescrit dans l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006. Le fossé redirige ces eaux vers l'Ouvèze. Le dossier indique que ces bassins ont été dimensionnés pour stocker l'eau d'une pluie décennale, soit 1663 m³. Il est prévu un volume de 374 m³ pour le bassin de rétention étanche et 1289 m³ pour le bassin de rétention de type SAUL.

Le premier bassin a pour vocation de collecter et bloquer les éventuelles pollutions accidentelles, comme les eaux d'extinction d'incendie qui ne pourraient pas être traitées convenablement par le

débourbeur-déshuileur. Par ailleurs, une vanne manuelle existe entre les deux bassins, afin de couper le transfert de l'eau dans le cas d'une pollution accidentelle. Le deuxième bassin a été conçu de manière à éviter toute remontée d'eau souterraine issue d'un aquifère peu profond au droit du site (Annexe).

L'exploitant a transmis post-inspection un plan de masse attestant d'un volume de 385 m³ pour le premier bassin étanche. Celui-ci peut donc accueillir un volume plus important que ce qui était prévu dans le dossier de déclaration loi sur l'eau. L'exploitant répond donc aux obligations fixées par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 août 2012, objet de l'arrêté de mise en demeure du 03/05/2017.

Toutefois, le dossier de déclaration loi sur l'eau ne mentionne pas le volume de l'eau destinée à l'extinction d'un incendie. Pourtant, il est prévu à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des ICPE que l'eau destinée à cet usage soit confinée.

Le volume nécessaire à ce confinement correspond à la somme :

- du volume d'eau d'extinction d'incendie, soit 120 m³ a minima pour être en conformité avec l'article 20 de ce même arrêté ministériel, qui prescrit un débit minimal de 60 m³/h pendant 2 heures pour la lutte contre l'incendie ;
- du volume de produit libéré par l'incendie, ce qui est négligeable au vu de l'activité du site (aucun stockage de produits chimiques) ;
- du volume lié aux intempéries à raison de 10l/m² de surface de drainage vers le bassin, soit 343 m³ étant donné que la surface active du site est de 34 319 m².

Au total, le premier bassin étanche devrait avoir une capacité de 463 m³.

En effet, cela peut être problématique car dans l'éventualité où le site serait affecté par un incendie, le bassin, tel qu'il est dimensionné, ne pourrait pas accueillir l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie et une partie de celles-ci se déverseraient dans le bassin de type SAUL et par extension au milieu naturel puisqu'il n'existe pas de vanne entre ce bassin et le point de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, **sous un délai de 2 mois**, la suffisance des dispositifs en place afin de retenir les eaux d'extinction. En outre, l'exploitant doit évaluer et justifier de la capacité complémentaire, éventuellement liée au réseau de collecte en amont du bassin de 385m³.

Dans l'éventualité où la totalité du volume de rétention pour les eaux d'extinction d'incendie ne pourrait pas être contenue en amont de la vanne, l'exploitant doit proposer à l'Inspection les mesures permettant d'y parvenir **sous le même délai**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Annexe 1 : Planche photographique du site



